

ARRETE

LA MINISTRE DE LA SANTE ET DES SPORTS

- Vu l'article L 6141-1 du code de la santé publique ;
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- Vu le décret n° 2005-922 du 2 août 2005 modifié relatif aux conditions de nomination et d'avancement de certains emplois fonctionnels des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée ;
- Vu le décret n° 2005-926 du 2 août 2005 modifié relatif au classement indiciaire applicable aux personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée ;
- Vu le décret n° 2005-927 du 2 août 2005 relatif au classement indiciaire applicable aux emplois fonctionnels des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée ;
- Vu le décret n° 2005-931 du 2 août 2005 modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains emplois fonctionnels des établissements mentionnés à l'article 2 (1 et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- Vu l'arrêté du 2 août 2005 modifié relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux emplois fonctionnels des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée
- Vu l'arrêté du 12 décembre 2005 fixant la liste des centres hospitaliers régionaux dont les emplois de directeur général sont des emplois fonctionnels ;
- Vu l'arrêté du 6 mars 2007 plaçant Monsieur Olivier BOYER, en position de détachement en qualité de directeur de l'ARH Bourgogne ;
- Vu l'avis de vacances de postes publié au journal officiel du 31 janvier 2010 ;
- Vu l'avis de la commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard du corps des directeurs d'hôpital réunie le 22 avril 2010 ;

ARRETE

- Article 1<sup>er</sup> :** Il est mis fin au détachement de Monsieur Olivier BOYER dans l'emploi de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Bourgogne.  
Monsieur Olivier BOYER est réintégré en qualité de directeur d'hôpital dans le corps des personnels de direction de la fonction publique hospitalière.
- Article 2 :** Monsieur Olivier BOYER directeur d'hôpital (hors classe) est nommé directeur général du centre hospitalier régional d'ORLEANS (Loiret) et est placé en position de détachement dans cet emploi fonctionnel pour une durée de quatre ans.

.../...

- Article 3 :** Monsieur Olivier BOYER est placé au 3<sup>ème</sup> échelon-Hors échelle A - 2<sup>ème</sup> chevron de l'échelle indiciaire applicable au personnel de direction détaché sur un emploi fonctionnel.
- Article 4 :** Monsieur Olivier BOYER bénéficie d'une nouvelle bonification indiciaire de 100 points majorés.
- Article 5 :** Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut être contestée devant l'autorité administrative et devant le juge administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 :** La directrice générale de l'offre de soins et la directrice générale du centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière sont chargées chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à la date d'installation de l'intéressé dans son nouvel emploi.

Fait à PARIS, le **27 AVR 2010**

*Pour le Ministre et par délégation*  
**La Directrice Générale**  
**de l'Offre de Soins**

**Annie PODEUR**